



Le 15 janvier 2024, le juge d'instruction Ndzie Pierrot Narcisse a convoqué au tribunal militaire pour auditionner les médecins légistes impliqués dans l'affaire Martinez Zogo. Il s'agit du Dr Mogue Bopda épouse Boujeka Tidiane Nalbert, du Dr Zoa Ottou Ange Michel et du Dr Ngongang Gilbert Franck Olivier. C'est une personne parlant au nom d'un collectif et dont le nom reste confidentiel qui rapporte ces informations.

Dans le rapport d'autopsie médicale de la dépouille présumée de monsieur Martinez Zogo daté du 22 janvier 2023, les médecins avaient mentionné que le lieu de découverte du cadavre était une scène de crime secondaire. Interrogés par le juge d'instruction le 15 janvier 2024, les médecins ont expliqué que cela signifiait que Martinez Zogo n'avait pas été tué à cet endroit, mais que son corps avait été simplement déposé là. Cette découverte est cruciale, d'autant plus que le corps a été retrouvé à Ebogo 3, à proximité de la résidence de l'ancien commandant de la garde présidentielle, Etoundi Nsoe, beau-père de Jean Pierre Amougou Belinga.

Les déclarations des médecins rejoignent celles des membres du premier commando de la DGRE actuellement détenus, affirmant que Martinez Zogo n'a pas été torturé à l'endroit où son corps a été découvert et qu'ils l'ont laissé en vie. Justin Danwe, chef du commando, a déclaré lors de son audition le 9 novembre 2023, qu'il avait demandé à ses hommes de laisser la cible en vie, confirmant ainsi que la mission n'était pas de le tuer.

Les médecins légistes ont ajouté des éléments scientifiques lors de leur audition au tribunal militaire le 15 janvier 2024 pour étayer leur thèse selon laquelle la découverte du corps de Martinez Zogo était une mise en scène. Ils ont notamment souligné l'absence de signes de décomposition caractéristiques s'il était mort à cet endroit, ainsi que l'absence de traces de sang laissant penser que les sévices ont été exercés ailleurs.

Ces révélations soulèvent maintenant les questions essentielles de qui a déposé le corps à cet endroit, près de la résidence du colonel Etoundi Nsoe, et qui a tenté de l'impliquer dans cette affaire. Alors que la connexion internet des membres du commando avait été coupée avant l'enlèvement et qu'ils étaient déjà sous surveillance, il apparaît clairement que l'affaire Martinez Zogo est loin d'être résolue et que des personnes impliquées restent en liberté.

Ce rebondissement dans l'affaire pourrait bien ouvrir de nouvelles pistes dans l'enquête, mettant en lumière l'implication d'un potentiel second commando dans la disparition et la mort de Martinez Zogo.